



HAL
open science

L'élection présidentielle en Argentine et les défis de l'alternance

Dario Rodriguez

► **To cite this version:**

Dario Rodriguez. L'élection présidentielle en Argentine et les défis de l'alternance. Les études du Centre d'études et de recherches internationales, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 2020, pp.78 - 81. hal-03474746

HAL Id: hal-03474746

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03474746>

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'élection présidentielle en Argentine et les défis de l'alternance

par Darío Rodríguez

L'alternance, consacrée par la victoire d'Alberto Fernández, candidat du Front de tous (FdT) lors de l'élection présidentielle du 27 octobre 2019, confirme que la consolidation de la démocratie argentine poursuit son cours. Dans un contexte national marqué par une profonde crise économique, une situation sociale de plus en plus alarmante et une scène régionale caractérisée par des crises institutionnelles récurrentes, le déroulement de cette élection est la preuve – une fois de plus – de l'affirmation indiscutable de la légitimité démocratique. Mauricio Macri, premier candidat depuis la transition démocratique qui échoue à une tentative de réélection, a abandonné le gouvernement en décembre laissant derrière lui un lourd héritage eu égard aux défis que la prochaine administration devra relever.

De la victoire à la crise (2017-2018)

Le triomphe de la coalition Changeons¹ au second tour de l'élection présidentielle de 2015 lui a donné le contrôle non seulement du pouvoir présidentiel, mais aussi des structures provinciales exécutives des districts-clés de la ville et de la province de Buenos Aires. Cependant, ce n'est qu'à la suite des élections de 2017 que cette coalition macriste a conquis le pouvoir législatif. En effet, après cette indiscutable victoire², elle a obtenu à la fois le plus grand groupe à la Chambre basse avec un total de cent neuf députés (sur deux cent quarante-sept), et l'appui crucial de vingt-quatre sénateurs (sur soixante-douze) à la Chambre haute. Le péronisme, atomisé et en pleine crise de leadership, a vécu une nouvelle défaite³, la plus grande depuis le retour de la démocratie, laissant ses membres livrés à une lutte pour la survie politique⁴. Du côté du gouvernement, au contraire, ce fut l'euphorie. Malgré une croissance économique qui se faisait attendre et une inflation incontrôlable, les résultats électoraux et le soutien de la population⁵ ont conduit Macri à rêver d'un nouveau mandat. Toutefois, ce qui paraissait acquis est rapidement devenu incertain, puis a fini par sembler impossible.

¹ Lors de l'élection présidentielle de 2015 et des législatives de 2017, le front électoral ayant pour candidat le président Macri s'est présenté sous le nom Changeons (Cambiemos), réunissant principalement la Proposition républicaine (PRO), la Coalition civique et l'Union civique radicale. Lors de l'élection de 2019, ayant désormais pour candidat à la vice-présidence l'ex-sénateur justicialiste Miguel Ángel Pichetto, le front a été rebaptisé Ensemble pour le changement (Juntos por el Cambio).

² Lors de ces élections législatives, Changeons a obtenu 40,59 % des votes, le kirchnérisme (Union citoyenne) est arrivé deuxième avec 21,03 %, et le Parti justicialiste (PJ) troisième avec 14,17 % (Ministerio del Interior, Dirección Nacional Electoral, República Argentina).

³ Cette force politique, sous l'hégémonie kirchnériste, avait déjà perdu les élections législatives de 2009 et 2013, ainsi que la présidentielle de 2015.

⁴ Entre 2015 et 2018, les différents secteurs du péronisme, et principalement celui organisé autour des gouverneurs et celui dirigé par Sergio Massa, se sont rapprochés du macrisme et ont coopéré dans le cadre de différentes politiques clés pour le gouvernement.

⁵ La cote de popularité du président Mauricio Macri a atteint 52,8 % lors du quatrième trimestre 2017 (« Informe de opinión pública », Rouvier y Asociados, avril 2019).

L'arrivée au pouvoir de Changeons en 2015 a été marquée par un discours électoral de rénovation centré sur la régénération institutionnelle, la révision du modèle économique kirchnériste et l'image d'une nouvelle modernité frappée du sceau de l'efficacité et de la gestion, et attentif aux préoccupations quotidiennes des citoyens. Macri cherchait ainsi à se démarquer de l'expérience néolibérale des années 1990 en appelant de ses vœux un nouvel équilibre entre le marché et l'Etat. Cependant, au fil des mois, l'orientation du gouvernement en faveur des secteurs économiques les plus puissants s'est affirmée, délimitant un nouveau modèle de gouvernement. Deux politiques ont été particulièrement révélatrices en ce sens. Tout d'abord, des mesures de libéralisation des flux financiers à la recherche de nouvelles sources de crédit et d'investissements ; puis des mesures de suppression ou de diminution des impôts pour les exportations agricoles.

Ces politiques n'ont pas eu les effets escomptés. En 2018, dans un contexte international incertain, elles se sont traduites par une augmentation soutenue de la dette publique et ont engendré un climat de méfiance généralisé. La dévaluation de la monnaie et la hausse des taux d'intérêt, mesures prises par le gouvernement en pleine crise monétaire, ne sont pas parvenues à générer une entrée de devises destinées au système productif. Au contraire, la hausse des prix et les spéculations se sont accélérées. Faute de financements, le gouvernement a signé un nouvel accord avec le Fond monétaire international (FMI) en septembre 2018⁶. La situation économique n'a cessé d'empirer en 2019 alors que la situation sociale devenait insupportable pour une majorité d'Argentins⁷.

La polarisation de la scène politico-électorale : des PASO⁸ aux présidentielles

Rappeler la situation économique pour expliquer l'alternance du pouvoir est essentiel mais pas suffisant. Il est nécessaire d'analyser le positionnement des différents acteurs politiques pour comprendre le processus qui a permis une recomposition de l'opposition, l'émergence de nouvelles identifications et, par conséquent, la reconfiguration du principe de « la fissure »⁹ comme métaphore de l'espace politique argentin.

⁶ Cet accord impliquait le prêt le plus élevé de l'histoire du FMI (57,1 milliards de dollars).

⁷ Selon le rapport sur la dette sociale de l'Universidad Católica Argentina, lors du premier trimestre 2019, la pauvreté touchait 35,4 % de la population argentine, soit un total de 14,4 millions de personnes (F. Jueguen, « La pobreza subió a 35,4 % y afecta a 14,4 millones de Argentinos », *La Nación*, 30 septembre 2019). De plus, le PIB a à nouveau chuté au mois de novembre alors que l'inflation sur le total de l'année était déjà de 53,5 % (I. Grimaldi, « Argentina registra su inflación más alta del año », *CNN Argentina*, 16 octobre 2019).

⁸ Les primaires ouvertes simultanées et obligatoires (PASO) sont un système de sélection de candidats établi en 2011 afin de limiter la trop grande fragmentation des partis. Il s'agit d'un mécanisme qui oblige toutes les forces politiques, même si elles ne présentent qu'un seul candidat, à participer à des élections pour lesquelles le vote est obligatoire. Les PASO sont de fait une simulation du premier tour de l'élection présidentielle.

⁹ Cette idée qui s'est propagée dans l'espace public argentin traduit la dichotomie entre défenseurs et détracteurs du kirchnérisme, essentiellement à la suite du conflit avec les secteurs agraires en 2008. C'était bien plus qu'une simple opposition : le conflit s'est exacerbé et deux camps se sont fait face, annulant toute possibilité d'entente et de pluralisme. Cette stratégie, utilisée tant par le kirchnérisme que par le macrisme pour créer des groupes d'appui solides dans la société, a fini par limiter leurs forces et leurs capacités d'articulation hégémonique.

Ce processus est la résultante d'une action inattendue sur l'échiquier politique : la décision de Cristina Fernández de Kirchner de ne pas se présenter à l'élection présidentielle et de laisser la place à Alberto Fernández¹⁰, tout en se réservant le poste de vice-présidente. Dans l'esprit de la phrase prononcée par Alberto Fernández – « sans Cristina, impossible ; mais avec elle ce n'est pas suffisant »¹¹ –, la formule proposée lors des élections PASO du FdT a conduit à un alignement des secteurs qui, avec plus ou moins de virulence, avaient manifesté leur opposition au macrisme¹². Dans le contexte d'une administration en crise¹³, la sélection d'un candidat au profil différent, fidèle collaborateur de Néstor Kirchner et fervent critique de Cristina, pouvait permettre de récupérer les votes des désenchantés du kirchnérisme grâce à un discours plus modéré et conciliateur. Ce choix a permis l'articulation d'un front électoral qui s'est affirmé non seulement dans son opposition au macrisme, mais également comme une alternative crédible. Au mois d'août, les résultats des primaires organisées sur tout le territoire ont confirmé cette reconfiguration de l'échiquier politique. Avec 49,49 % des voix, le FdT l'a emporté au niveau national sur le front Ensemble pour le changement (JC) qui est arrivé en deuxième position avec 32,9 %, gagnant dans tous les districts électoraux (sauf dans la province de Córdoba et la ville de Buenos Aires). Cet écart surprenant a recomposé les rôles, Fernández faisant campagne à la manière d'un président alors qu'il n'était qu'un simple candidat, tandis que le président Macri prenait le rôle d'un simple candidat.

Durant la campagne présidentielle, le FdT a développé une stratégie pragmatique basée sur la modération des attentes des citoyens, tandis que JC a réactivé avec succès la mobilisation publique de ses bases selon une stratégie de polarisation idéologique. Cependant, les résultats des élections générales ont souligné les limites de cette mobilisation, même si la distance qui séparait les deux premières forces s'est nettement réduite. Dans un paysage électoral qui a connu, à la différence de précédents cycles électoraux, une concentration beaucoup plus élevée du vote¹⁴, le FdT a obtenu 48,1 % des voix et JC a gagné huit points (plus de deux millions de votes) par rapport aux primaires, atteignant 40,3 % des suffrages et l'emportant dans les districts de la capitale fédérale, Santa Fe, Córdoba, San Luis et Mendoza¹⁵. Si comme pour les PASO, les voix du cône urbain de la province de Buenos Aires ont été décisives pour

¹⁰ Ex-chef de cabinet de Néstor Kirchner lors de son gouvernement (2003-2007) et jusqu'à 2008, lorsqu'il décida d'abandonner le gouvernement présidé par Cristina de Kirchner dans le cadre du conflit avec les secteurs agricoles et d'éleveurs.

¹¹ « Alberto Fernández : "Con Cristina no alcanza, pero sin ella no se puede" », *Perfil*, 7 février 2018.

¹² L'incorporation du Front rénovateur, organisé autour de la figure de Sergio Massa, a été décisive dans ce processus. Sa décision n'a laissé aucune chance à l'espace articulé autour de la figure de l'ex-ministre de l'Économie, Roberto Lavagna, qui prétendait incarner l'alternative au macrisme et au kirchnérisme.

¹³ Sur le terrain économique mais également à cause des résultats électoraux. En ce sens, rappelons que les élections provinciales en Argentine ne coïncident pas nécessairement avec la date des élections nationales. Il s'agit d'un processus électoral qui a commencé le 17 février dans la province de La Pampa avec l'organisation des primaires internes obligatoires, et a pris fin le 11 novembre avec des élections générales dans la province de Salta. Dans la majorité des élections qui ont été réalisées avant le 27 octobre, jour de la présidentielle, le macrisme avait obtenu des résultats négatifs.

¹⁴ Le FdT et JC ont cumulé près de 88 % des suffrages, le taux le plus élevé depuis 1983 (Voir M. Page, P. Antenucci, « Otra mirada de la elección presidencial 2019 », *OEAR*, 6 octobre 2019).

¹⁵ Dans la configuration actuelle du pouvoir provincial, sur un total de vingt-quatre gouverneurs, JC contrôle cinq districts et le FdT quatorze. Bien que les forces soutenant les gouverneurs en fonction n'aient présenté aucun candidat pour la présidentielle, tous (sauf Córdoba) ont exprimé leur proximité avec le nouveau gouvernement.

le triomphe du FdT¹⁶, JC a tout de même tiré les bénéfices du transfert de votes et de l'augmentation de la participation aux élections générales¹⁷. Ce constat révèle que le rejet de la figure de Cristina a pesé plus lourd dans la balance que la crise économique.

Les dilemmes de l'albertisme

Si la transition semble pour l'heure assez douce, contrairement à celles de 1989, 2001 et 2015, les défis pour le nouveau gouvernement sont gigantesques. Sur le plan économique, le niveau de la dette, la récession et l'inflation sont des problèmes majeurs à résoudre dans un contexte international bien différent de celui de 2002-2003. On attend également le gouvernement sur le terrain social, où la pauvreté ne cesse d'augmenter et où les différentes corporations comptent voir leurs demandes considérées et comblées. Les défis se trouvent également sur le front politico-institutionnel, où le FdT n'obtiendra pas – pour le moment – la majorité nécessaire pour atteindre le quorum à la chambre des députés, et à l'échelle régionale, où une possible coopération entre Etats latino-américains semble plus difficile que jamais. Dans ce contexte, il apparaît impératif de construire un leadership présidentiel qui aille au-delà des vieilles divisions et articule des demandes hétérogènes autour de nouvelles identifications. Un jeu d'oppositions renouvelé organisé autour de deux pôles, aux frontières mobiles, est donc au cœur de la redéfinition de l'espace politique argentin.

Traduit par Roman Perdomo

¹⁶ Dans les première et troisième circonscriptions qui forment le cône urbain de Buenos Aires, le FdT a obtenu 1 500 000 votes de plus que JC (M. Roa, « Volvió a inclinar la balanza. Resultado de elecciones 2019 : El Conurbano, clave para el triunfo de Alberto Fernández en primera vuelta », *Clarín*, 8 octobre 2019).

¹⁷ Lors des élections générales, il y a eu 1 875 961 votants de plus que lors des PASO.